



**ENTRETIENS
DE LA FEP**
JUILLET 2023

Sophie Dubuisson-Quellier Jean-Baptiste Comby

“Le mouvement écologiste s’est recomposé et redynamisé depuis une dizaine d’années”

Sophie Dubuisson-Quellier

Directrice de recherche au CNRS et directrice du Centre de sociologie des organisations. Elle est notamment l’auteure de *La Consommation engagée*, Presses de Sciences Po (2018)

Jean-Baptiste Comby

Sociologue, maître de conférences à l’Université Paris 2 Panthéon-Assas. Il est l’auteur de *La question climatique. Genèse et dépolitisation d’un problème public*, Raisons d’Agir (2015)

À l’occasion de la sortie de leur ouvrage *Mobilisations écologiques*, éditions PUF (2023), la Fondation de l’Écologie Politique a interrogé ses auteurs qui reviennent sur les mutations récentes des mobilisations environnementales, des défis identifiés ainsi que des pistes envisagées. D’un militantisme plus institutionnel ces dernières décennies à des modes d’action plus clivant ces derniers mois, comment aborder et que comprendre de ces évolutions ?

Fondation de l’Écologie Politique : *Dans quel moment intellectuel et politique s’inscrit la sortie de cet ouvrage collectif ?*

Sophie Dubuisson-Quellier : *La commande de l’éditeur portait à l’origine sur la “citoyenneté écologique”. Je craignais un peu de devoir redire des choses sur la consommation engagée. J’ai proposé une analyse assez particulière du sujet, je ne pars pas des individus eux-mêmes mais des organisations. Je montre que leur enjeu est surtout d’engager les consommateurs dans des démarches militantes, mais que ça marche assez peu et surtout, que cela donne une prise phénoménale à une récupération de la critique. Je n’avais pas envie de montrer à voir une sorte de panorama ravi sur ces questions de consommation engagée. En*

revanche, il manquait un ouvrage qui pouvait rendre compte des évolutions récentes des mobilisations. J'ai rapidement proposé à Jean-Baptiste Comby de collaborer sur ce projet, même si nous venons de sociologies très différentes, nous avons beaucoup de points de vue en commun.

Jean-Baptiste Comby : Pour compléter je dirais que la chose que nous avons en commun avec Sophie Dubuisson-Quellier, c'est que l'on s'intéresse depuis une bonne quinzaine d'années à des militants proches des lieux de décisions politiques et économiques et que l'on peut qualifier de réformateurs. Si je reviens sur le contexte intellectuel et scientifique, ce livre fait aussi le constat d'un manque, en France, d'enquêtes longues et sérieuses sur l'espace des mobilisations écologiques et sur la manière dont celui-ci se structure. Nous avons des travaux importants sur les écologistes et leurs pratiques militantes mais peu sur la morphologie du mouvement écologiste. Il faut cependant signaler ici la thèse de Malo Herry sur l'espace des organisations environnementales qui offre des perspectives très importantes et dont on peut regretter qu'elle n'ait pas été vraiment valorisée via des publications scientifiques. Reste que cet ouvrage ne fait pas tant le point qu'il ne défriche ces questions. Et cela d'autant plus que sur le plan politique, on peut faire le constat que le mouvement écologiste s'est recomposé et redynamisé depuis une dizaine d'années. Notre objectif est donc de tenter d'apporter des éléments de clarification et de compréhension à ces transformations.

Si on se penche sur le contenu de l'ouvrage, quelle est la place des mobilisations écologistes dans le champ des contestations ? Des convergences se dessinent-elles ?

Jean-Baptiste Comby : Je dirais deux choses. On peut commencer à répondre en revenant sur l'organisation du livre puisqu'il est composé de cinq chapitres dont trois qui correspondent à des rapports de domination ou à des variables sociales particulières. Il y en a un sur les rapports de genre avec le chapitre sur les écoféminismes de Geneviève Pruvost, il y a le chapitre de Marie Thiann-Bo Morel qui met plutôt l'accent sur la variable ethno-raciale et celui de Flaminia Paddeu qui porte plutôt sur les conflits de classe. Ces chapitres abordent la façon dont le mouvement écologiste se décloisonne et s'ouvre à des combats connexes contre d'autres formes de domination, ce qui n'était pas forcément le cas avant. Ce phénomène a amené des nouveaux militants mais l'ouverture n'a pas été simple pour autant, comme le racontent aussi ces trois chapitres. Et, il y a deux autres chapitres,

"ON PEUT FAIRE LE
CONSTAT QUE LE
MOUVEMENT
ÉCOLOGISTE S'EST
RECOMPOSÉ ET
REDYNAMISÉ DEPUIS
UNE DIZAINÉ
D'ANNÉES. NOTRE
OBJECTIF EST DONC
DE TENTER
D'APPORTER DES
ÉLÉMENTS DE
CLARIFICATION ET DE
COMPRÉHENSION À CES
TRANSFORMATIONS"

Jean-Baptiste Comby

celui d'Edouard Morena et celui de Stéphanie Déchezelles qui ont en commun d'aborder la variable territoriale. Edouard Morena s'intéresse plus aux territoires supra-nationaux et aux négociations diplomatiques donc à une échelle plutôt globale et Stéphanie Déchezelles montre comment une des spécificités du mouvement écologiste est d'amener à repenser la dimension du territoire dans les conflits sociaux. Et je crois qu'une des particularités du mouvement écologiste dans le champ des contestations c'est justement d'interroger cette dimension territoriale, ce rapport à l'espace, l'articulation du local et du global. Alors ce n'est pas nouveau, mais peut-être que, par rapport à d'autres mobilisations, c'est quelque chose qui le caractérise et dont l'examen pourrait être approfondi.

Le deuxième point sur lequel je souhaitais revenir traite de la question des convergences qui est devenue un mot d'ordre depuis une petite dizaine d'années. Il y a une convergence qui est recherchée et affichée mais ce n'est pas parce que vous mettez deux militants avec des cultures politiques différentes côte-à-côte que vous faites de la convergence et que ces militants vont vraiment, durablement, réussir à se battre ensemble. Il y a des obstacles sociaux à cette convergence qui résistent aux intentions stratégiques, louables par ailleurs.

Sophie Dubuisson-Quellier : Ces derniers mois les différentes mobilisations écologiques ont été très présentes, visibles, sous plein de formes différentes, plus radicales : des occupations, des façons aussi de venir heurter volontairement la sensibilité – je pense au jet de soupe-, des façons d'intervenir dans des manifestations publiques pour occuper le terrain, etc. On a beaucoup parlé des manifestations pour le climat également, et les médias rendent compte de tout ça. Et puis on a traversé une mobilisation sociale autour de la

"AUJOURD'HUI, C'EST
ENCORE COMPLIQUÉ
POUR LES
ÉCOLOGISTES DE
FAIRE CONVERGENCE
AVEC DES CAUSES
PLUS LARGES"

Sophie Dubuisson-Quellier

réforme des retraites qui a pris des traits extrêmement classiques et, au fond, les liens entre les deux peuvent être interrogés. On peut se dire que la mobilisation sur les retraites a pris le pas sur les autres mobilisations, sauf que non, puisque les mobilisations écologistes sont toujours là, on a eu quand même des mobilisations très fortes contre les bassines au milieu de la mobilisation contre la réforme des retraites. Et, à mon sens, cela vient éclairer pas mal de choses qui sont traitées dans le livre, c'est qu'au fond, aujourd'hui, c'est encore compliqué pour les

écologistes de faire convergence avec des causes plus larges. Les écologistes de faire aussi parler du temps de travail, des conditions de production de la richesse, du temps du quotidien, c'est aussi parler des horizons de vie des futures générations, des questions de santé et tout ça n'est pas absent de l'agenda des mobilisations écologistes. Donc il y a des terrains communs qui ont été évoqués par les militants mais ça reste compliqué. Il y a des sociologies et des cultures militantes qui peuvent l'expliquer mais on a besoin de davantage de sciences sociales, d'enquêtes originales capables d'éclairer ces questions. De ce point de vue, le livre défriche cet objet des articulations entre les mobilisations écologistes et

d'autres mobilisations, on espère qu'il pointe les questions pour lesquelles les sciences sociales sont attendues pour permettre de mieux comprendre les conditions d'articulation entre ces deux types de lutte.

Jean-Baptiste Comby : Par rapport au mouvement des retraites, il faudrait l'examiner de manière plus précise mais il apparaît que le mouvement écologiste, déjà en 2019, s'était posé cette question notamment à travers quelques tribunes encourageant les écologistes à s'emparer de ces questions-là. J'ai le sentiment, à confirmer donc, que cela s'est accentué en 2023, par exemple avec Reporterre qui a fait toute une série de papiers pour expliquer en quoi cette réforme des retraites était d'une certaine façon anti-écologique. On voit dans les manifestations beaucoup de personnes qui font le lien, sur les pancartes, les graffitis etc. Et puis il y a eu cette répression à Sainte-Soline qui est venue résonner avec celle qui, suite au 49-3, s'est abattue sur le mouvement contre la réforme des retraites. Et ce front commun contre les violences policières n'est pas nouveau ; on parle dans le livre de la marche ayant réuni la "génération Adama" et la "génération climat" derrière un même mot d'ordre, "on veut respirer", qui soulignait que les pollutions comme la répression policière étouffent. Je trouve que ça revient sur quelque chose qu'on n'a pas traité dans le livre qui est la criminalisation du mouvement écologiste, ce regrettable angle-mort étant lié au peu d'études sur ce sujet pourtant important.

Sophie Dubuisson-Quellier : Ce qui était particulièrement frappant, c'est qu'à mesure qu'on écrivait sur ces sujets-là, ils évoluaient, ils changeaient, il y avait aussi un côté épreuve de la réalité qui était assez déstabilisant et on voit bien qu'on n'a pas rendu compte de toutes les évolutions récentes. Il se passe effectivement des choses mais je trouve que sur cette question du travail, il y avait un véritable enjeu pour les écologistes à s'emparer de cette question-là et justement de faire les connexions avec les problématiques de justice sociale. Je ne dis pas qu'il n'y a rien eu, il y a eu des publications, des prises de parole dans les manifestations et des personnalités qui font la jonction mais je trouve qu'il y avait une opportunité dont les mouvements ne se sont pas totalement saisis, c'est une question très compliquée mais probablement assez essentielle.

Le mouvement des gilets jaunes a ouvert un temps de recomposition du débat écologique, notamment autour de la justice sociale. Comment percevez-vous l'évolution des débats ? Quels rapprochements permettent-ils ? Quels angles morts persistent ? Et comment le mouvement écologiste s'en est emparé ?

Sophie Dubuisson-Quellier : On peut revenir sur cet épisode parce qu'il dit beaucoup de choses et notamment il montre l'intérêt d'avoir une approche par les sciences sociales. Si on regarde le traitement médiatique et politique des Gilets Jaunes, on est frappé par le fait qu'il a été identifié comme une prise de distance d'une partie de la population vis-à-vis de la question écologique. Les enquêtes en sciences sociales qui sont aujourd'hui publiées sur les Gilets Jaunes montrent une réalité très différente de ce cadrage qui nous a été proposé. On voit à la fois des positionnements beaucoup plus nuancés par rapport aux questions

écologiques - ce qui pose la question de savoir si toutes les formes d'écologie peuvent être renvoyées à quelque chose comme l'écologisme - mais en tout cas on n'a pas d'opposition nécessairement frontale. On avait même des sensibilités à la cause écologiste fortement partagées par une partie des militants. Au fond, ce que permet de comprendre cet épisode, c'est l'importance de la manière dont on intègre cette question des inégalités dans une problématisation écologique. La question des inégalités se pose de plein de façons. De manière un peu schématique, on a la question des inégalités d'exposition qui est traitée par la justice environnementale : quelles sont les populations qui sont exposées aux risques des dégradations de l'environnement ? On a aussi la question des inégalités de contribution aux désordres écologiques qui a été beaucoup mise sur le devant de la scène ces derniers mois en montrant que certaines populations émettent beaucoup plus que d'autres. Et ce qu'a introduit cet épisode, c'est la question des inégalités d'efforts face à la transition. C'est-à-dire à qui on demande le plus d'efforts ? La taxe carbone qui a déclenché le mouvement pèse évidemment plus lourd pour ceux dont le budget est largement grevé par des dépenses contraintes de carburant pour aller travailler, faire les courses ou atteindre les lieux de service public. Et quand on regarde ces trois formes d'inégalités, elles se recoupent de manière assez sévère. Ceux qui sont le plus exposés sont ceux qui contribuent le moins mais ceux à qui on va demander le plus d'effort : ils payent lourdement la facture écologique. Donc on a là une sorte de modèle des injustices qui se combinent et qui fournit aussi, je trouve, une trame pour permettre aux questions écologiques de s'articuler davantage à des questions sociales assez classiques et essentielles.

"CE QUE PERMET DE
COMPRENDRE CET
ÉPISODE, C'EST
L'IMPORTANCE DE LA
MANIÈRE DONT ON
INTÈGRE CETTE
QUESTION DES
INÉGALITÉS DANS UNE
PROBLÉMATISATION
ÉCOLOGIQUE"

Sophie Dubuisson-Quellier

Jean-Baptiste Comby : Cette question de l'effort, c'est quelque chose que Valérie Deldrève et Jacqueline Candéau ont pointé depuis 15 ans mais c'est vrai que cette sociologie des inégalités environnementales est assez méconnue, y compris chez les écologistes.

Pour répondre à votre question, étonnamment mais ça s'explique, la question des inégalités écologiques du point de vue de la contribution a été plus facilement saisie par les militants écologistes, on l'a vu l'été dernier avec le traçage des jets privés, le sabotage de golfs, la critique des piscines par rapport à la question hydrique, c'était assez frappant. Je trouve qu'il y a encore une réelle difficulté à penser la justice environnementale au sens de ceux qui souffrent le plus. Il y a deux livres qui s'emparent de cet enjeu, celui de William Acker sur les gens du voyage et celui de Fatima Ouassak qui apporte quelque chose de très original sur ce que peut être une écologie depuis les quartiers populaires. La question de la justice

environnementale, c'est aussi celle de la santé environnementale. Et là, on a un millefeuille institutionnel (avec de nombreuses agences et des ministères de la Santé et de l'Environnement peu connectés là-dessus) et un éparpillement associatif concernant la prise en charge des victimes de pollution. Cela, c'est mon hypothèse, n'a pas favorisé l'émergence d'un fort mouvement pour la justice environnementale comme on a pu le voir en

"LA QUESTION DE LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, C'EST AUSSI CELLE DE LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE. ET LÀ, ON A UN MILLEFEUILLE INSTITUTIONNEL ET UN ÉPARPILLEMENT ASSOCIATIF [QUI] N'A PAS FAVORISÉ L'ÉMERGENCE D'UN FORT MOUVEMENT POUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE"

Jean-Baptiste Comby

questions de justice environnementale. On pense aussi aux travaux de Valérie Deldrève mais les travaux restent beaucoup moins développés en France qu'ils ne le sont dans la littérature anglo-saxonne. Les militants en France mobilisent également moins la justice environnementale que ce n'est le cas aux Etats-Unis, où des générations de militants se sont forgé une culture militante sur l'environnement à travers la question de la justice environnementale. C'est vrai que le contraste est vraiment saisissant de ce point de vue.

Quelles questions se posent aux acteurs de l'écologie (ONG, partis, mouvements) qui souhaitent élargir le front écologique à de nouvelles franges de la société ?

Sophie Dubuisson-Quellier : Il n'appartient pas aux chercheurs de dire aux militants ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire. Cependant, le monde militant pourrait aussi davantage prendre connaissance des travaux en sciences sociales. Par exemple, je suis frappée par l'approche très cognitive et psychologique de cette crise écologiste ou de l'inaction

privilegiée par les militants : le diagnostic principal qui est fait est que la société n'agit pas suffisamment pour résoudre la crise écologique parce que les individus seraient trop peu conscients ou insuffisamment formés. Il en découle des actions qui visent à démultiplier les formations vis-à-vis des individus, on pense aux outils de type fresques du climat, ou des décideurs, mobilisant d'ailleurs souvent les scientifiques du climat qui vont former les élus ou l'administration. Au fond, cette vision, très héritée des théories de l'action planifiée, considère que les attitudes précèdent l'action : il suffit donc de donner la bonne information, pour accroître la sensibilité des acteurs et leur permettre de passer à l'action. On est très loin des sciences sociales qui montrent qu'en réalité les décisions des acteurs sont prises dans des routines, des règles, des façons d'agir, des structures d'intérêts, des interdépendances, qui contraignent très fortement les acteurs. Ce n'est pas parce qu'un décideur aura compris ce qu'est le changement climatique qu'il pourra aller contre des règles qui favorisent ses décisions carbonées, c'est parce qu'on changera ces règles. De même, ce n'est pas parce qu'un individu comprend que ses activités émettent beaucoup de carbone qu'il peut changer ses pratiques, c'est bien plus parce que les pratiques moins carbonées vont devenir pour lui économiquement ou pratiquement plus accessibles. De même, j'ai été frappée par les réactions très vives d'une partie de la communauté écologiste vis-à-vis de formes de mobilisations qui relèvent plus de l'action directe, comme le jet de soupe ou les actions d'occupations. Comme s'il y avait des formes de mobilisations plus efficaces que d'autres. En réalité, les travaux en sociologie des mobilisations montrent qu'il est toujours très difficile d'attribuer de manière certaine une efficacité à telle ou telle mobilisation, mais ils établissent aussi le rôle très fort des mobilisations, et notamment de leur hétérogénéité, dans le changement social. Bref, on mesure le gain qu'il aurait pour les organisations militantes à mobiliser à côté des savoirs très légitimes comme l'économie, le droit, l'expertise climatique, d'autres savoirs comme ceux des sciences sociales.

"CE N'EST PAS PARCE QU'UN DÉCIDEUR AURA COMPRIS CE QU'EST LE CHANGEMENT CLIMATIQUE QU'IL POURRA ALLER CONTRE DES RÈGLES QUI FAVORISENT SES DÉCISIONS CARBONÉES, C'EST PARCE QU'ON CHANGERA CES RÈGLES"

Sophie Dubuisson-Quellier

Jean-Baptiste Comby : Je rejoins l'idée que, depuis le mouvement des Gilets Jaunes, il y a quelque chose qui s'est ouvert et qui n'est pas encore refermé. Je perçois notamment que les militants écologistes s'ouvrent aux sciences sociales et commencent à s'en saisir. Cela vient réduire leur méconnaissance du monde social et de ses rouages, méconnaissance qui explique leur difficulté à comprendre les mondes populaires pour s'en rapprocher et forger des alliances.

Pour conclure, quelles sont, selon vous, les prochaines ?

Sophie Dubuisson-Quellier : À la fois qu'il y ait plus de travaux en sciences sociales sur ces questions, et qu'ils alimentent davantage la compréhension de la crise climatique, qui est avant tout une crise de notre modèle politique, économique et social.

Jean-Baptiste Comby : Je pense qu'il faudrait avoir des données un peu plus globales sur le mouvement écologiste, ses différentes composantes et ses ancrages sociaux. On manque de grandes enquêtes là-dessus. Enfin, je pense, qu'il y a un enjeu d'indépendance de la recherche sur ces questions-là qui est toujours à défendre et à rappeler.

Entretiens réalisé en avril 2023

Propos recueillis par Kévin Puisieux et Céleste Lacombe

Jean-Baptiste Comby
Sophie Dubuisson-Quellier

Mobilisations écologiques

idées la vie des .fr

puf



**ENTRETIENS
DE LA FEP**
JUIN 2023

Madeleine Sallustio

“Des collectifs qui expérimentent et évoluent dans leur quête de bien-être”

Reprendre le contrôle du temps, de son temps, tel est souvent l'objectif des collectifs néo-paysans et de celles et ceux qui les rejoignent. C'est l'expérimentation d'un rapport alternatif aux temporalités qu'étudie Madeleine Sallustio. Lauréate 2023 du Prix du livre d'écologie politique pour son livre *À la recherche de l'écologie temporelle*, elle revient sur les défis qui se posent à ces collectifs mais aussi aux perspectives qu'ils ouvrent.

Madeleine Sallustio
Sociologue, elle est chargée de recherche au CNRS, au Centre de sociologie des organisations (CSO - SciencesPo). Elle y approfondit ses questionnements sur les temporalités, l'organisation du travail au sein des milieux autonomes, ainsi que sur les imaginaires politiques et dynamiques sociales qui entourent la crise écologique.



Alain Coulombel : *Quel est votre itinéraire universitaire de recherche et qu'est-ce qui vous a amené à faire ce travail de terrain autour des communautés néo-rurales ?*

J'ai d'abord étudié la sociologie et l'anthropologie à l'Université libre de Bruxelles, et c'est en terminant mon Master 2 que j'ai commencé à m'intéresser à la question de ces collectifs ayant choisi le « retour à la terre ». Je suis ensuite partie faire un master complémentaire de sociologie visuelle à l'Université d'Evry, et ce n'est qu'après que j'ai commencé une thèse au Laboratoire d'anthropologie des mondes contemporains. J'ai toujours été proche à la fois de la sociologie et de l'anthropologie. Dans ma thèse, je me suis posé des questions théoriques qui concernent la naissance de l'anthropologie, « comment celle-ci a pensé le temps ? », « quels sont ses postulats par rapport à ces questions-là ? » et d'autre part, étant donné mon terrain, je me suis beaucoup nourri des apports des sociologues et historiens français. La sociologie et l'anthropologie se sont posé les mêmes

Retrouvez nos derniers entretiens



**ENTRETIENS
DE LA FEP**
JUIN 2023

Fatima Ouassak

“Quel accès au pouvoir des habitants des quartiers populaires?”

Dans son essai *Pour une écologie pirate* (La Découverte, 2023), Fatima Ouassak interroge l'engagement écologiste depuis les quartiers populaires. Dans ce long entretien, la politiste et militante pose la question du pouvoir politique des habitant.e.s des quartiers populaires, de leur rapport à la terre, interroge les responsables politiques écologistes et de gauche et alerte sur le risque d'une relâchement des classes aisées à l'encontre de l'extrême droite.

Fatima Ouassak
Fatima Ouassak est politologue, cofondatrice du Front de mères, premier syndicat de parents d'élèves des quartiers populaires, et de Verdragon, première Maison de l'écologie populaire en France, à Bagnolet. Elle est l'auteurice de *La puissance des mères* (La Découverte, 2020).

Comment définissez-vous l'écologie pirate ?

Pour commencer je dirai que c'est une écologie européenne. Je le précise parce qu'il y a quelques semaines, lors d'une conférence pour le centenaire de la naissance d'André Gorz, une personne pensait que je défendais une écologie africaine alors que c'est une écologie européenne à laquelle j'aspire. L'écologie pirate, c'est une écologie européenne ancrée dans les quartiers populaires, qui, c'est vrai en France, et je pense dans pas mal de pays européens, sont plutôt composés de populations descendantes de l'immigration extra-européenne, et notamment africaine, mais il s'agit bien de l'Europe et il s'agit bien d'une écologie européenne. Et d'ailleurs, c'est un des enjeux du livre, que d'ancrer l'écologie des quartiers populaires dans l'Europe, dans la terre européenne. Donc c'est une écologie européenne qui regarde vers l'Afrique, et qui a en son centre la question de la liberté, notamment la liberté de circuler. Et, pour revenir sur ces échanges et ces débats qui ont eu lieu à l'occasion du centenaire



**ENTRETIENS
DE LA FEP**
MAI 2023

Kate Raworth

“Ne pas croître mais prospérer!”

Et si nous comprenions l'économie non pas comme une construction abstraite qui façonne la société mais bien comme étant séparée de la planète vitale que nous appelons tous notre maison ? Et si l'Union européenne s'attachait à répondre aux besoins de la population sans dépasser les limites de la planète ? Kate Raworth, économiste et autrice de *La Théorie du donut*, a répondu aux questions de notre partenaire *Le Green European Journal*

Kate Raworth
Économiste et créatrice du Donut des limites sociales et planétaires, elle est cofondatrice du Doughnut Economics Action Lab (DEAL). Son livre « La Théorie du donut : l'économie de demain en 7 principes », best-seller international, a été traduit dans plus de 20 langues.

En partenariat avec
**GREEN
EUROPEAN
JOURNAL**

Comment définiriez-vous la prospérité ?

Lorsque Tim Jackson a écrit *Prospérité sans croissance*, il a souligné que le terme « prospérité » signifiait « prospère » ou « ce que l'on espère ». Chaque personne aura une interprétation différente de ce qu'est la prospérité dans sa vie. Mais je pense que ce que nous pouvons viser collectivement, c'est la création de conditions qui permettent à la prospérité de s'installer. Pour moi, c'est ce que le donut vise à faire.

Le donut imagine un monde dans lequel chaque personne dispose des ressources nécessaires pour satisfaire ses besoins essentiels, et ce, dans les limites des moyens de cette planète vitale. La prospérité naît du fait que chaque personne a les moyens de mener une vie de dignité, de communauté et d'opportunités, tout en préservant l'intégrité de cette planète vitale délicatement équilibrée. Telle est, à mon sens, la vision de la prospérité du XXIe siècle que nous devrions viser.

Retrouvez nos dernières notes



FONDATION
DE L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE

LES NOTES
DE LA FEP
AVRIL 2023

Éléonor BRETON
est sociologue et
politiste, post-
doctorante au
laboratoire
interdisciplinaire pour la
sociologie économique
(LISE) – Conservatoire
national des Arts et
Métiers

LES CONTRATS DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE UNE OCCASION MANQUÉE POUR LA TERRITORIALISATION DE LA TRANSITION?

Par Éléonor BRETON

Fin 2020, au sortir du premier confinement, le gouvernement annonçait un plan de relance de 100 milliards d'euros. Dans cette enveloppe, 10 milliards étaient destinés aux collectivités locales, notamment dans le cadre de contrats territoriaux passés entre les EPCI et l'Etat, les CRTE, dont la transition écologique devait être la ligne directrice. Un rapport des inspections générales récemment rendu public tire un premier bilan critique de ces dispositifs. Retour sur les dynamiques qui, dès l'origine, ont fragilisé l'objectif de territorialisation de la transition écologique et interrogent plus largement sur la stratégie gouvernementale en la matière, à l'heure où la planification est brandie comme le nouveau mot d'ordre réformateur[1].

Le 13 mars 2023, les inspections générales ont publié un rapport d'étape[2] plus que mitigé sur le déploiement des 835 contrats de relance et de transition écologique (CRTE). Copilotés par l'agence nationale de la cohésion des territoires et le commissariat général au développement durable sous l'égide d'un préfet délégué interministériel aux CRTE, ces

[1] Cette note s'appuie sur une enquête débutée à l'automne 2021. Les résultats de cette enquête ont fait l'objet d'une communication lors du congrès de l'association française de science politique à l'été 2022.

[2] Rapports des inspections générales de l'environnement et du développement durable, des finances, de l'administration, des affaires sociales, Bilan d'étape du déploiement des contrats de relance et de transition écologique, décembre 2022.



FONDATION
DE L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE

LES NOTES
DE LA FEP
FÉVRIER 2023

Céline MARTY
est professeure
agrégée de philosophie
et doctorante en
philosophie du travail
sur l'œuvre d'André
Gorz. Elle est diplômée
de Sciences Po et de
l'université Paris
Sorbonne en
philosophie.

ANDRÉ GORZ QUEL HÉRITAGE POUR L'ÉCOLOGIE POLITIQUE AUJOURD'HUI?

Par Céline MARTY

Le philosophe André Gorz est l'un des pionniers de l'écologie politique en France. Dès les années 1970, journaliste au *Nouvel Observateur* sous le pseudo de Michel Bosquet, il alerte sur les risques du capitalisme vert, du technosolutionnisme et du technofascisme. Il propose à l'inverse une décroissance autogérée, qui adapte la production à nos besoins, réduite au suffisant afin de minimiser notre consommation de ressources. Le centenaire de sa naissance, le 9 février 1923, est l'occasion de discuter l'actualité de sa pensée.

LA CRITIQUE DU CONTENU DE LA PRODUCTION

Alors que le marxisme concentre sa critique sur les conditions de travail, pour dénoncer l'aliénation – les travailleurs sont dépossédés de la maîtrise et des résultats de leur activité – et l'exploitation – leur travail n'est pas rémunéré à sa juste valeur, captée par les



FONDATION
DE L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE

LES NOTES
DE LA FEP
FÉVRIER 2023

Enzo LESOURT
est docteur en
philosophie politique,
diplômé de Science Po.
Il est notamment
l'auteur de l'ouvrage
*André Gorz, portrait du
philosophe en
contrebandier*,
L'Harmattan, 2012. En
2018, il publie *Survivre à
l'Anthropocène* (PUF)

ANDRÉ GORZ L'AUTONOMIE DE L'INDIVIDU AU CŒUR DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Par Enzo LESOURT*

«Le mouvement écologique est né bien avant que la détérioration du milieu et de la qualité de vie pose une question de survie à l'humanité. Il est né originellement d'une protestation spontanée contre la destruction de la culture du quotidien par les appareils de pouvoir économique et administratif. Et par «culture du quotidien» j'entends l'ensemble des savoirs intuitifs, des savoirs-faire vernaculaires [...], des habitudes, des normes et des conduites allant de soi, grâce auxquels les individus peuvent interpréter, comprendre et assumer leur insertion dans le monde qui les entoure [...]. La «défense de la nature» doit donc être comprise originellement comme la défense d'un monde vécu»
(André Gorz, *Écologie et politique*, 1975)

L'originalité de l'écologie politique construite par André Gorz se voit dès son point de départ, quasiment à l'opposé de l'écologie politique «conventionnelle» : il ne s'agit pas d'abord

* Cette note, mise à jour à l'occasion du centenaire de la naissance d'André Gorz, fut publiée pour la première fois par la Fondation de l'Écologie Politique en 2014.



contact@fondationecolo.org



[@fondationecolo](https://twitter.com/fondationecolo)



facebook.com/fondationecolo



**FONDATION
DE L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE**

www.fondationecolo.org